068-226800019-20201026-DFAS2020 0198-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26/10/2020 Publication : 30/10/2020

Pour l'autorité compétente par délégation









 \Box

Direction Générale Adjointe Développement Humain et Solidarité

Direction Ressources Solidarité Service de la Tarification des Établissements

D FAS

2020/0198

ARRETE Du

2 6 OCT. 2020

portant notification de la décision d'autorisation budgétaire et fixation du prix de journée 2020 de la Pouponnière de l'association « l'Ermitage » de MULHOUSE

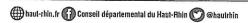
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L. 314-1 et suivants et R. 314-1 à R. 314-117 relatifs aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation, ainsi que ses articles L. 351-1 à L. 351-8 et R. 351-1 à R. 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale;

VU la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 et notamment l'article 45;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

- VU le rapport et la délibération n° CD-2019-5-4-1 du 6 décembre 2019 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) pour l'année 2020 ;
- **VU** la délibération de la Commission permanente en date du 15 novembre 2019 concernant la convention relative au financement par dotation globalisée des prix de journée nets des ESSMS pour enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance ;
- VU le rapport et la délibération n° CD-2020-4-4-1 du 3 juillet 2020 relatif au dispositif de financement de la « prime exceptionnelle CD68 Covid-19 » à destination des professionnels des ESSMS relevant du champ exclusif de compétence du Département du Haut-Rhin;
- **VU** la convention relative au financement par dotation globalisée des prix de journée nets des ESSMS pour enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance en cours de signature ;
- VU les propositions budgétaires formulées par l'Association « l'Ermitage » et la tenue de la procédure contradictoire prévue par les articles R. 314-21 et suivants du CASF;

Direction Ressources de la Solidarité - 100 avenue d'Alsace - BP 20351 - 68006 COLMAR CEDEX Tél. : 0389 30 6843 - tarif.etab@haut-rhin.fr



SUR proposition de Madame la Directrice Générale des Services par intérim du Département :

ARRETE

ARTICLE 1er :

Pour l'exercice budgétaire 2020, les dépenses et les recettes prévisionnelles de la Pouponnière « l'Ermitage » de MULHOUSE sont autorisées comme suit :

Dépenses afférentes à l'exploitation courante (Groupe I)	273 000 €
Dépenses afférentes au personnel (Groupe II)	2 678 534 €
Dépenses afférentes à la structure (Groupe III)	418 490 €
Incorporation du résultat (déficit)	-75 462 €
Total Dépenses (classe 6)	3 445 486 €
Produits de tarification (Groupe I)	3 352 057 €
Autres produits relatifs à l'exploitation (Groupe II)	27 900 €
Produits financiers et produits non encaissables (Groupe III)	0 €
Reprises de la réserve de Compensation d'amortissements	65 529 €
Total Recettes (classe 7)	3 445 486 €

ARTICLE 2:

Le prix de journée est fixé à compter du 1er novembre 2020 à 232,74 €.

La dotation globalisée des prix de journée à la charge du Département du Haut-Rhin est fixée pour l'année 2020 à 3 352 057 €, dont 78 490 € de crédits non reconductibles au titre de la prime exceptionnelle à verser aux agents dans le cadre de l'épidémie Covid-19.

ARTICLE 3:

Le prix de journée applicable au 1^{er} novembre 2020 inclut le rattrapage de l'application du 1^{er} janvier au 31 octobre 2020 du prix de journée 2019 encore en vigueur dans l'attente de la fixation du nouveau tarif.

ARTICLE 4:

Dans l'attente de la tarification au titre de 2021, le versement par douzième s'effectue pour l'année 2021 sur la base de la dotation de reconduction de 3 273 567 €.

Quant au prix de journée applicable pour les départements autres que celui du Haut-Rhin, il est fixé à 249,13 € à compter du 1er janvier 2021.

ARTICLE 5:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil départemental dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié au Directeur de l'établissement et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

Le Président

Rémy WITH